

Monsieur Valls, agent de l'extrême Capital

21 janvier 2016 / [Hervé Kempf](#)

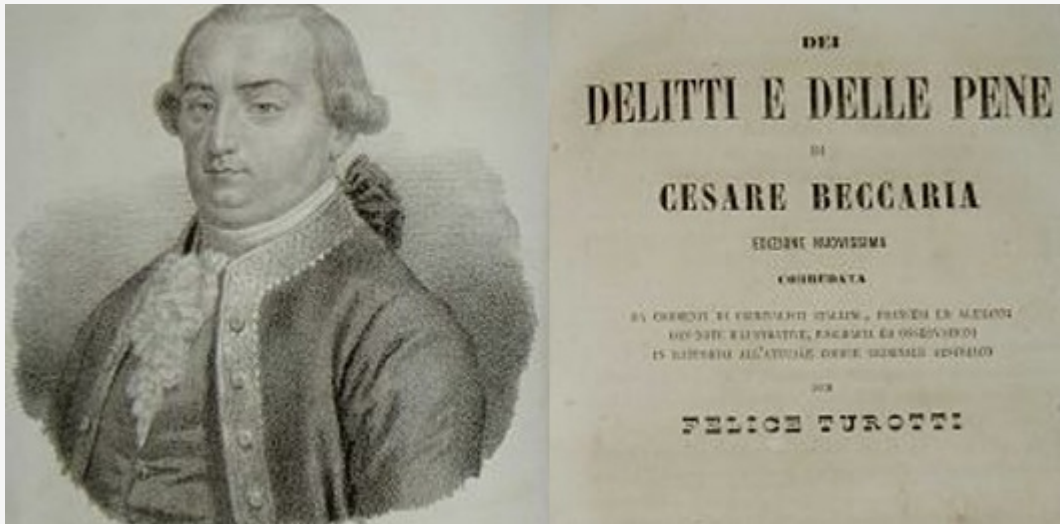


« Expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser. » La phrase de Manuel Valls manifeste une négation de la philosophie des Lumières. Son enracinement idéologique dans la pensée réactionnaire est la porte ouverte à toujours plus de violence.

La phrase ne passe pas. Presqu'enfouie sous la ronde incessante de l'information, elle est cependant si significative, si importante qu'il faut s'arrêter, peser sa véritable signification. Cette phrase est celle-ci, prononcée par le Premier ministre Manuel Valls le 9 janvier dernier : « *Expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser.* » Elle n'est pas un accident, mais l'expression d'une pensée constante de M. Valls, qui avait déjà exprimé la même idée en novembre, au Parlement.

Le contexte est celui des attentats terroristes à Paris en janvier et novembre 2015. M. Valls s'exprimait lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes de l'attentat au magasin Hyper Casher, et situait son propos à l'égard des terroristes : « *Pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser (...) Rien ne peut expliquer que l'on tue à des terrasses de cafés ! Rien ne peut expliquer que l'on tue dans une salle de concert ! Rien ne peut expliquer que l'on tue des journalistes et des policiers ! Et rien ne peut expliquer que l'on tue des juifs ! Rien ne pourra jamais expliquer !* »

Il ne s'agit pas là seulement d'une attaque contre le sociologisme, comme l'ont estimé plusieurs observateurs, mais plus profondément, d'une rupture avec la philosophie même des Lumières qui a fondé la conception démocratique de la politique depuis deux siècles. Refuser d'expliquer un acte, ne vouloir le juger qu'en tant que sa gravité, c'est l'esprit de la justice qui prévalait dans le monde d'autrefois. Une justice qui a commencé à changer avec l'ouvrage majeur de Cesare Beccaria *Des délits et des peines*. Publié en 1764, il a profondément influencé la pensée juridique du XVIII^e siècle, recevant notamment l'aval d'intellectuels comme Voltaire ou Diderot.



Cesare Beccaria a posé le fondement de la philosophie moderne de la justice

Que disait Beccaria, à une époque où les châtimens restaient souvent d'une violence inouïe ? Qu'il faut tenir compte des circonstances du crime et prévenir le crime plutôt que le réprimer. Les idées de Beccaria allaient nourrir toute la réflexion juridique sur l'analyse du délit et de la sanction : pour punir justement, il faut comprendre les conditions qui ont conduit le criminel à franchir les bornes de la loi, jusqu'à, parfois, la violence extrême. Il faut mettre en relation la responsabilité de l'individu avec les conditions dans lesquelles il a grandi et s'est formé.

Cette pensée a inspiré l'idéal républicain, porté par exemple par Victor Hugo, si souvent invoqué ces temps-ci, alors même qu'on piétine l'humanisme de sa pensée. Dans *Écrit après la visite d'un bagne*, Hugo rappelle que le criminel a une histoire, qui s'enracine dans le manque d'éducation de jeunes abandonnés de l'enfance :

« Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne.

Quatre-vingt-dix voleurs sur cent qui sont au bagne

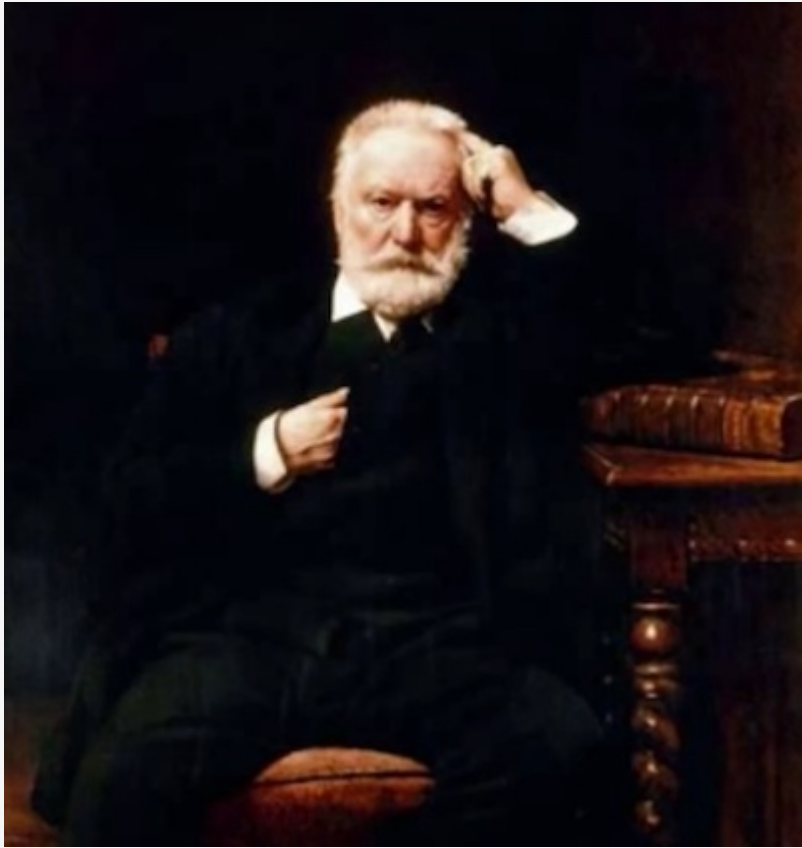
Ne sont jamais allés à l'école une fois,

Et ne savent pas lire, et signent d'une croix.

C'est dans cette ombre-là qu'ils ont trouvé le crime.

L'ignorance est la nuit qui commence l'abîme.

Où rampe la raison, l'honnêteté périt. »



Pour Victor Hugo, l'instruction est le meilleur outil contre le crime

Refuser de comprendre, c'est s'exposer à toujours plus de colère, de haine, et rentrer dans le cycle inextinguible de la violence, qui ne cesse que dans l'épuisement, quand les deux adversaires qui se nient l'un l'autre sont aussi défaits, affaiblis, misérables l'un que l'autre.

La position de M. Valls est le symétrique des terroristes de Daech. Comme **l'explique Patrick Viveret**, « *la logique de la violence entre ennemis est celle de l'éradication. L'Autre est identifié substantiellement comme extérieur au genre humain. Il est le Mal incarné, le Barbare, le Terroriste. Le détruire, l'éradiquer, c'est alors une opération de purification, purification ethnique comme le disaient les milices serbes contre les bosniaques, de "nettoyage" comme le disait l'armée française pendant la guerre d'Algérie. Remarquons que cette posture est parfaitement symétrique, interchangeable. Aux yeux de Ben Laden hier, de Daech aujourd'hui, c'est l'Occident qui fait figure d'axe du mal. Cette absolutisation autorise à utiliser tous les moyens, en particulier celui de l'élimination physique.* »



Comprendre, pas excuser : c'est ce qu'expliquait une des témoins de **l'enfance des frères Kouachi**, les assassins des journalistes de *Charlie Hebdo*. Voici ce qu'elle déclarait : « *Nous sommes responsables de ne pas avoir offert une jeunesse équilibrée à ces mômes, en n'ayant jamais vu la souffrance de leur mère, leur désarroi d'orphelins... Mais ce n'est pas une excuse pour tuer les autres et ne pas avoir le recul face à l'absurdité du fanatisme.* »

Revenir avant les Lumières

C'est contre toute cette pensée que se dresse M. Valls, opérant la régression vers l'époque d'avant les Lumières, s'inscrivant ainsi dans la tradition de la droite contre-révolutionnaire. Des idées, on passe aux actes : dans la foulée de l'état d'urgence, la modification prévue du Code pénal – par MM. Hollande et Valls – permettrait à la police de se passer du contrôle judiciaire dans un nombre étendu de cas. C'est revenir en amont de la séparation des pouvoirs dont le principe, posé par Montesquieu au début des Lumières, définit l'État de droit. État de droit, c'est-à-dire fondé sur le droit, le pouvoir judiciaire étant chargé de contrôler les actes de l'exécutif. S'abstraire de l'État de droit, c'est revenir à l'arbitraire de l'Ancien Régime.



Au Forum de Davos

Mais M. Valls n'a pas de nostalgie. Politicien professionnel – dès 21 ans, **il a été attaché parlementaire** –, il n'est intéressé que par le pouvoir et par les moyens d'en gravir les marches. Porte-parole de Lionel Jospin au tournant des années 2000, il a été repéré par **le groupe Bilderberg** – actuellement présidé par le parrain du capitalisme français, Henri de Castries –, comme il avait été coopté au **Club Le Siècle**, **cercle essentiel** de l'oligarchie française. Et c'est sans état d'âme qu'il va au Forum de Davos – et **pour deux jours** !, les 20 et 21 janvier –, rendez-vous mondial des dirigeants de multinationales et autres financiers. M. Valls est en osmose avec l'oligarchie.

Et au sein des **débats qui agitent celle-ci**, il a pris le parti de sa tendance la plus autoritaire, qui veut répondre aux tensions écologiques et sociales croissantes par... « *l'ordre* ».

Dans son analyse des dictatures du début du XX^e siècle, *Fascisme et grand capital*, Daniel Guérin explique que l'État fort et la guerre « *ont eu pour objet de prolonger artificiellement, par des moyens d'exception, un mode de production et d'appropriation périmé, qui ne pouvait plus se survivre par des moyens réguliers et pacifiques* » (p. 27). Le raisonnement peut s'appliquer, *mutatis mutandis*, à la situation présente. Et dans ce choix extrême opéré par le Capital, porté en politique par des Valls et autres Sarkozy ou Hollande, le refus d'expliquer est

un outil idéologique pour faire accepter toujours plus d'État fort et de guerre.

Lire aussi : [EDITO - MM. Hollande et Valls ouvrent la voie au fascisme](#)

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*

Illustrations :

- . chapô : Manuel Valls en juillet 2014 (© Hervé Kempf/*Reporterre*)
- . Cesare Beccaria : [Treccani](#)
- . Victor Hugo : [You Tube](#)
- . rue de la Fraternité ([Wikimedia](#))
- . forum de Davos : [Flickr](#)

- Emplacement : Accueil > Édito >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Monsieur-Valls-agent-de-l-extreme-Capital>